



Communiqué de presse FSU-CGT sur les conditions d'accueil des enfants des personnels soignants

Il faut répondre à la crise sans répandre la crise

Le Coronavirus s'abat sur le pays de façon dramatique. La fermeture des écoles, collèges, lycées et universités était une décision indispensable pour faire face à cette situation sanitaire inédite.

Depuis le 16 mars, et conformément aux demandes de notre ministère, les agent-es de l'Éducation nationale assurent une liaison avec les élèves et leurs familles par le biais du numérique et du téléphone notamment afin de garder un lien avec tout le monde.

Mais malgré leur bonne volonté, tou·tes sont confronté·es à la carence de consignes nationales claires voire aux injonctions contradictoires, aux fausses promesses de « continuité pédagogique », à l'absence de vision sur le calendrier, aux propos parfois méprisants depuis le plus haut sommet de l'État, comme ceux récents de la porte-parole du gouvernement.

Les liens « pédagogique » et humain se poursuivent ainsi tant bien que mal, malgré des conditions matérielles et psychologiques parfois difficiles pour les personnels comme pour les élèves et leurs familles.

Dans ce contexte, ce sont bien les Services Publics qui permettent de faire fonctionner le pays. Certain·es agent-es sont d'ailleurs davantage mobilisé·es dans la lutte contre la pandémie puisqu'ils et elles prennent en charge et soignent les malades. La solidarité implique bien sûr d'assurer l'accueil des enfants de ces personnels. Pour qu'ils et elles puissent être pleinement à leur tâche, cet accueil doit respecter des consignes administratives et sanitaires strictes.

C'est avec ce sens des responsabilités que de nombreux personnels de l'Éducation nationale, titulaires ou contractuel·les, sont volontaires et accueillent depuis plus de 15 jours maintenant les enfants de l'École publique naturellement, mais aussi de l'École privée sous contrat et hors-contrat.

Pourtant en fonction des territoires, ces conditions d'accueil sont très différentes : des équipes déséquilibrées en nombre, des locaux non adaptés aux gestes-barrières, non désinfectés après les élections, des masques en nombre insuffisant, un manque de gel hydro alcoolique, de gants, etc. Nous considérons que ces conditions d'accueil insatisfaisantes sont de nature à propager le virus plus qu'à le contenir. En outre, l'organisation est renvoyée aux

seul-es directeur-trices d'école et aux chef-fes d'établissement et manque de fait de transparence.

Pour respecter l'équité de traitement vis-à-vis des enfants et des personnels et garantir leur sécurité, il est nécessaire que l'administration prenne ses responsabilités et fasse parvenir des directives explicites qui répondent aux nombreuses questions que tout le monde se pose, d'avoir le matériel de protection paramédical indispensable et de prévoir la désinfection des lieux d'accueil (pendant et après la crise). Sans cela, nous pensons que l'Institution met en danger les enfants et leurs familles, les personnels et leurs familles.

Depuis des années, nos organisations syndicales dénoncent une dégradation de tout le Service Public dont nous constatons aujourd'hui les effets néfastes et pervers.

La FSU 79 et la CGT éducation 79 revendiquent des conditions d'accueil capables de garantir la santé et la vie des enfants et des personnels.